

H A I T I :DES PAUVRES DE PLUS EN PLUS PAUVRES

Par Serge Gilles

N'en déplaise aux bailleurs de fonds du gouvernement des Duvalier, il devient de plus en plus évident pour tout le monde - et pour le peuple haïtien en particulier - que l'intolérable et l'inadmissible sont en train de s'installer en Haïti. C'est ce qu'a révélé, dans son rapport de 1979, la Banque internationale pour le développement rural et c'est ce qu'a confirmé pendant la même année la Banque mondiale dans un récent document intitulé : "Haïti, étude du secteur urbain".

D'après ce document très officiel, 61 % des Haïtiens perçoivent un revenu per capita de 60 dollars américains et sont dans l'impossibilité matérielle de prendre un repas quotidien. Pour 17 % de la paysannerie, ce revenu n'est que de 33 dollars. Enfin, alors que 69 % des enfants haïtiens souffraient de malnutrition en 1958, on en est arrivé aujourd'hui au chiffre effarant de 87 %.

Soixante pour cent de la population urbaine vivent à Port-au-Prince. Cette capitale, qui avait été conçue pour 100 000 habitants, en compte maintenant plus de 800 000. Port-au-Prince devient donc une ville totalement inadaptée au point qu'aucune urbanisation n'est plus possible. Autre chose. Dans 61 % des maisons, les habitants ne disposent que de trois mètres carrés pour vivre. Pis, chaque jour, plus de 30 000 Port-au-Princiens sont obligés de passer la nuit à la belle étoile ou sur des perrons faute de maisons.

S'il faut ajouter à tout cela que 320 000 personnes de cette capitale vivent dans une insalubrité totale, dans des zones surpeuplées comme Saint-Martin, Portail-Saint-Joseph, la Saline, Bel-Air, Fort-National, Bolosse, Martissant, Sans-Fil, Brooklyn, Boston ; que seulement une maison sur quatre dispose d'un robinet d'eau courante, que 78 000 personnes sont acculées à la domesticité, que les 40 000 qui s'adonnent au petit commerce de détail et les 74 000 qui font du colportage ne gagnent que 0.60 dollar par jour ; que, de 1971 à 1977, l'inflation a été de 13.5 % par an alors que, pendant cette même période, l'augmentation du salaire des employés de l'Etat n'était que de 6 %, ce qui fait une baisse de 45 % de leur pouvoir d'achat ; que les ouvriers n'ont eu droit pendant le même temps qu'à 30 cents américains de plus sur 1.30 dollar par jour qu'ils recevaient, la conclusion est claire : le démarrage économique prôné par les autorités du Palais national haïtien n'est pour le peuple qu'un dérapage extrêmement périlleux.

Tous les experts sérieux qui ont visité Haïti pendant les cinq dernières années sont unanimes à reconnaître que l'appareil productif du pays fonctionne de plus en plus au ralenti. Jusqu'en 1969, Haïti

possédait 500 000 hectares de pâturages. A nos jours, il n'y en a plus que 480 000. Le fonds agraire, qui, selon le rapport de la F.A.O. (1954-1956), était estimé à 1 600 000 hectares, ne s'est pas agrandi. Au contraire, il a diminué car rien ne protège les terres contre les maux qui peuvent l'attaquer, et le pays s'est engagé dans un processus de désertification causé par une érosion de plus en plus corrosive qui emporte l'irremplaçable humus vers la mer.

Les paysans haïtiens livrés à eux-mêmes et à leurs loas (1) ne disposent ni d'engrais, ni de moyens de culture appropriés, voire d'encadrement technique et de crédit. Alors que tout le monde se plaît à dire qu'Haïti est un pays agricole, toute la politique des Duvalier consiste à faire de ce pays le premier centre de sous-traitance de l'Amérique latine. Résultat : lors de la réunion de la Banque mondiale qui s'est tenue, en avril, au Brésil, Haïti a été classé au dernier rang des pays sous-développés du sous-continent, et il a été signalé que l'évolution actuelle tend à en faire une lanterne rouge au niveau mondial.

On n'est donc pas surpris d'apprendre qu'en 1976 38 % des achats à l'étranger ont été consacrés à des denrées alimentaires comme le riz, le sucre, le maïs, etc. Et cette tendance, observable dans l'histoire économique d'Haïti dès 1970, ne fait que s'accroître, ce qui est un indice cruel d'inefficacité et d'irresponsabilité quant à la gestion d'un pays dont, répétons-le, on reconnaît le caractère agricole.

Selon les documents susmentionnés, si, de 1971 à 1978, d'un côté les masses populaires se sont enfoncées dans le dénuement, par contre, les riches sont devenus beaucoup plus riches. En 1970, Haïti comptait 200 familles millionnaires. En 1976, on dénombrait en plus 3 800 familles dont le revenu était chiffré à plus de 90 000 dollars par an, sans compter leurs avoirs dans les banques étrangères. En termes clairs, le jean-claudisme (2) a rapporté à Haïti un cortège de misères aux classes laborieuses face à 3 800 familles exagérément riches. Ces anciens et nouveaux riches se répartissent de la façon suivante : 30 % dans le foncier, la spéculation sur les denrées alimentaires et le commerce des vivres ; 25 % dans l'industrie de sous-traitance ; 15 % dans la politique, le tourisme, les transports et la construction, et 30 % dans le commerce import-export.

Comment expliquer cet accroissement rapide du nombre de ces Haïtiens très riches alors que le pays ne produit presque plus ? A cette question apparemment paradoxale, quatre réponses : la première, les malversations dans l'administration. Un exemple parmi d'autres : en 1979, le gouvernement haïtien avait juré au département d'Etat américain, qui l'avait exigé par son ambassadeur à Port-au-Prince, William Jones, de mettre de l'ordre dans l'administration haïtienne. Sur 12 500 000 gourdes (3) représentant la somme des taxes perçues pour une période établie, par accord entre les deux gouvernements, seulement 4 300 000 ont été remises au Trésor public. C'est assez édifiant.

(1) Divinités de la religion vaudoue

(2) Pouvoir de Jean-Claude Duvalier

(3) Une gourde = 0.95 F

La deuxième réponse : les prêts et les dons des pays étrangers sont détournés de leur affectation. Durant ces huit dernières années, Haïti est de loin le pays qui a reçu le plus d'aides par tête d'habitant. Cela n'empêche pas que l'Etat haïtien doit être toujours assisté à plus de 60 % de son budget de fonctionnement et à 72 % de son budget de développement. Donc, l'aide étrangère, en continuant à tomber dans la sébile des Duvalier, se perd dans un véritable tonneau des Danaïdes.

Quant aux prêts, qui totalisaient déjà, en septembre 1977, 151 400 000 dollars, ils font suspendre sur notre souveraineté nationale une véritable épée de Damoclès.

La troisième réponse : l'installation récente de quelques centaines de petites industries de sous-traitance, dont les propriétaires (Haïtiens et surtout américains) exploitent de la façon la plus arrogante une main-d'oeuvre surabondante et qui, d'après les lois duvaliéristes, n'a pas le droit de grève.

CEUX QUI LUTTENT

La quatrième réponse : l'accaparement par des fonctionnaires véreux de l'argent rapporté par l'industrie touristique. Les recettes provenant du tourisme se sont élevées à 9,1 millions de dollars en 1971 et à 13.4 millions en 1972, ce qui a représenté pour 1972 environ 2 % du produit national brut et 30 % des exportations de marchandises. De cette date à 1979, nous avons constaté une croissance assez soutenue de l'activité touristique. En revanche, cette activité a entraîné des importations de produits alimentaires et encouragé l'importation de produits de consommation pour effet de "démonstration".

Bref, la mystique productiviste de Jean-Claude Duvalier n'est qu'un leurre et une mystification grossière. Le peuple haïtien en pâtit profondément. D'après le rapport de 1978 de la Banque internationale pour le développement, les pauvres sont devenus plus pauvres et les riches encore plus riches : 0.8 % accapare 43.7 % des revenus du pays pour n'en laisser que 19.8 % à 61.4 % de la population.

Voilà la triste réalité. Cette masse monétaire qui circule dans certaines villes d'Haïti, principalement à Port-au-Prince, masse monétaire créée en premier lieu par l'aide et les prêts étrangers, ne fait que gonfler le nombre de riches dans ce pays, affoler une inflation déjà galopante, affamer les masses populaires - de 1971 à 1978 des milliers de personnes ont connu la famine - qui ne peuvent plus se procurer les produits de première nécessité à cause de la hausse vertigineuse des prix. Comment en serait-il autrement si la mort lente des terres devient de moins en moins lente et si l'appareil productif place de moins en moins de biens sur le marché local ?

Ces distorsions graves, ajoutées à une économie qui était pour le moins anémiée et trébuchante, convertissent Haïti en un véritable enfer pour plus de 85 % de ses habitants - 65 % de la population active subissent un chômage et un sous-emploi terrifiants parce que privés de toute couverture et assistance sociale, médicale et sanitaire.

A cette grande misère matérielle et à ce dénuement total, le peuple haïtien a répondu de deux façons : la première étant de chercher la vie hors du pays et à n'importe quel prix. Les "boat-peoples"

haïtiens à Miami en sont une des illustrations. Chaque année, 0.7% des paysans haïtiens quitte la campagne pour aller s'établir en zones urbaines. 0.4 % de la population part tous les ans pour l'Amérique du Nord, les îles des Caraïbes, le Venezuela et l'Europe.

La seconde façon : la lutte sur le sol national. De 1976 à nos jours, on ne peut plus compter les grèves qui ont eu lieu. Outre les organisations qui opèrent dans la clandestinité, des partis politiques ont planté au grand jour leurs drapeaux, malgré la sauvagerie des "Tontons macoutes" et des "Léopards", en dépit de la loi du 28 avril 1969 condamnant à la peine de mort tout opposant au régime ; une Ligue haïtienne des droits de l'homme a même pris naissance. Une presse indépendante risque des critiques de plus en plus vives contre le système en place. Des groupes de paysans protestent, des associations d'artistes, d'écrivains, de professeurs, d'instituteurs et d'élèves se forment en vue de défendre leurs intérêts. Des enquêtes ont été menées et publiées, à Port-au-Prince même, révélant au grand jour l'impopularité du jean-claudisme, etc. Le peuple haïtien est décidé à reprendre sa destinée en main. En cela, la nouvelle conjoncture caraïbéenne et centre-américaine, créée par la chute de certains dictateurs comme Anastasio Somoza, ne peut que l'aider et le rendre plus confiant.

Les Etats-Unis, qui portent le jean-claudisme à bout de bras, sont parfaitement conscients que Duvalier représente le flanc mou dans cette partie du monde ; ils se rendent compte de l'incapacité de leur protégé et de son impopularité ; ils observent la montée de l'insatisfaction, de la colère même, ils mesurent les progrès dans la prise de conscience des masses, mais, obsédés par des intérêts économiques et géopolitiques importants, ils ne semblent pas disposés à remettre leur soutien en question. Au contraire, ils travaillent actuellement à un pacte militaire entre les gouvernements dominicain, américain et haïtien, qui permettrait l'intervention des troupes dominicaines à Haïti pour aider Duvalier.

Décidément, la leçon de l'Iran ou du Nicaragua n'a pas l'air d'avoir été comprise. Les Etats-Unis vont, encore une fois, au devant de sérieux ennuis.